

LA LETTRE PRO

L'ACTU SANTÉ POUR LES PROS DE CENTRE-VAL DE LOIRE



N° 64 - du 21 mars 2025



ÉDITO

Simon Vasseur-Bacle

**Directeur de programmes au sein du
Centre Collaborateur de l'OMS pour la
recherche et la formation en santé
mentale (CCOMS)**

Innover, former et partager !

Le secteur de la psychiatrie et de la santé mentale n'est pas condamné par le manque de moyens humains et financiers. Les grandes orientations internationales tracent des perspectives innovantes qui peuvent permettre de réduire les pratiques coercitives, dont celles de l'isolement et de la contention. Cette innovation doit cependant infuser dans la formation initiale et continue des professionnels, en mettant notamment l'accent sur l'orientation, le rétablissement et le respect des droits des personnes. Elle doit aussi se retrouver dans les parcours de santé mentale et dans la configuration des structures spécialisées, y compris sur le plan architectural. Le partage des expériences, que ce soit entre les équipes ou entre les différents corps de métiers, sera une évolution majeure pour accompagner les changements de pratiques et réduire le sentiment d'isolement ressenti par de nombreux soignants, dont ceux qui sont confrontés aux situations les plus complexes. Appuyée par les évolutions de la loi, la réduction massive des pratiques coercitives n'est pas une utopie. Il existe de nombreux outils en France et à l'international, comme le programme QualityRights de l'Organisation mondiale de la santé, qui font preuve de leur efficacité. Il est crucial de diffuser et d'ancrer ces techniques innovantes (mesures anticipées en psychiatrie, pair aidance professionnelle, désescalade...). La Grande Cause nationale doit être une occasion de franchir un cap supplémentaire. Il est primordial de repenser les parcours de santé dans une logique de parcours de vie et de mieux prendre en compte les déterminants sociaux de la santé mentale. Des politiques intersectorielles et interministérielles seront indispensables pour concrétiser l'orientation vers une santé mentale publique.

SOMMAIRE

L'ENTRETIEN DE LA SEMAINE

Dr Modi Baba Tembely, chef de pôle
intra-hospitalier au CH George Sand

EN DIRECT DES TERRITOIRES

Soins palliatifs : une 5e USP et des
places d'hôpital de jour

Essai clinique d'un vaccin nasal anti-
Covid à Tours : la région à la pointe de
l'innovation

Châteauroux : le robot Dexter a fait sa
première opération chirurgicale

174 enfants pris en charge pour des
douleurs chroniques à Tours

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

31,6%

C'est la part de la population cible qui a
participé au dépistage organisé du cancer
colorectal dans la région Centre-Val de
Loire entre 2022 et 2023.

LA MÉTÉO SANITAIRE

Levée du port du masque

IIM : Le ministère de la Santé saisit la HAS

EN BREF

Un millier de mères vulnérables épaulées
par les staffs médico psycho-sociaux en
2024

Des actions pour préserver l'audition

Former les patients sur l'hémodialyse à
domicile

Ingré : le centre municipal de santé refait à
neuf

EN PRATIQUE

Psychiatrie : les conseils de l'ANAP pour
réduire la contention

APPELS À PROJETS

AU PROGRAMME

4e édition de la Santé sexuelle et orthogénie

Congrès sur le vieillissement

Ateliers et plénières sur l'algologie

101 actions sur l'éducation thérapeutique

Réduire l'isolement et la contention

Soirée sur les maisons de santé

pluriprofessionnelle

LE COIN RH

Olivier Descamps, directeur de la
clinique Ronsard, à Chambray-lès-Tours
(37)



L'ENTRETIEN DE LA SEMAINE

Dr Modi Baba Tembely

Chef de pôle intra-hospitalier au
CH George Sand

« Il faut faire un pas de côté ! »

Dans notre interview de la semaine, Modi Baba Tembely analyse les freins et les leviers du non-recours à la coercition en psychiatrie. Il pose également les conditions du déploiement de certaines pratiques alternatives, comme la méthode « zéro contention et zéro isolement », qui nécessiteront des structures adaptées, des professionnels bien formés et des parcours de santé pluridisciplinaires.

Quels sont les grands défis dans le secteur de la psychiatrie et de la santé mentale ?

Les défis sont multiples, en particulier dans notre région, caractérisée par un accès détérioré aux médecins spécialisés. Outre le manque de praticiens, leur inégale répartition dans les territoires se traduit par une hausse des délais d'attente pour les patients. Preuve de nos difficultés : les psychiatres libéraux exercent principalement dans les grandes agglomérations, dont celle de Tours. Une situation délicate qui nécessite de renforcer les incitations pour favoriser les installations dans les zones sous-dotées. Autre problématique majeure : la prise en charge des enfants et des adolescents demeure complexe, surtout pour les troubles envahissants du développement. Il faut donc déployer des programmes spécifiques, mais aussi mieux former les professionnels. A plus large échelle, une meilleure coordination entre les différents acteurs du système de santé et une meilleure intégration de la psychiatrie dans les parcours de soins seront indispensables pour réduire les pertes de chance et assurer un suivi continu des patients.

Quel intérêt présente le non-recours à la coercition en psychiatrie ? Quid de la méthode « zéro contention et zéro isolement » ?

Les récentes évolutions législatives et réglementaires, appuyées par les recommandations de la Haute Autorité de santé, encadrent le recours aux pratiques coercitives qui perdurent pourtant dans de nombreux établissements, non sans causer de profonds traumatismes chez les patients, dont les droits ne sont pas toujours respectés. Malgré le manque de moyens humains et thérapeutiques, il nous faut impérativement maintenir une approche éthique et humaine de la psychiatrie, sans pour autant négliger la sécurité des soins. La méthode « zéro isolement et zéro contention » est très ambitieuse, mais elle incarne un idéal vers lequel nous devons tous tendre.

Elle suppose toutefois une profonde transformation des pratiques et des structures hospitalières, y compris sur le plan architectural, que ce soit pour gérer ou éviter les situations de violences. La formation des soignants sera également un prérequis majeur. Reconnu par la HAS, le programme OMEGA est peu accessible, ce qui est regrettable.

Quelles sont, selon vous, les évolutions souhaitables ?

Détection précoce des situations de crise, renforcement des équipes mobiles, développement des soins intensifs en ambulatoire, promotion des directives anticipées ou de la méthode orientation rétablissement... Il existe de nombreuses initiatives pour réduire la contention et l'isolement en psychiatrie, mais ces pratiques alternatives se heurtent souvent au manque de moyens humains, techniques et financiers. Fort de son expérience, le CH George Sand se propose d'accompagner les autres établissements de la région en créant une filière de réduction de l'isolement et de la contention. Une chose est sûre : il faut totalement repenser et restructurer les parcours de santé. Une réflexion pour les hospitalisations sans consentement doit également être menée. A l'image des espaces d'apaisement pour désarmer les situations de violence, les innovations en psychiatrie doivent davantage infuser dans le système de santé. La situation actuelle nous impose de faire un pas de côté. La santé mentale de nos concitoyens se dégrade, notamment chez les jeunes.

« Je plaide pour une approche éthique et humaine de la psychiatrie »

Quelles sont vos attentes dans le cadre de la Grande Cause nationale ?

Le regard de la société sur la psychiatrie doit changer. Cette Grande Cause nationale sera une opportunité historique de sensibiliser la population sur ce sujet sensible, mais aussi de mettre en place des actions concrètes, notamment dans le champ de la prévention, qui reste le parent pauvre des parcours de santé en psychiatrie. Malgré les incertitudes politiques et budgétaires, il faut investir massivement pour redynamiser et restructurer la filière sur le temps long. Il faut aussi redonner du sens et de la valeur aux différents métiers impliqués dans ces prises en charge complexes. La qualité et la sécurité des soins psychiatriques, qui réclament plus de temps et de moyens que les soins somatiques, imposent des changements structurels. Bannir la contention et l'isolement ne se décrète pas. Cette révolution nécessitera des organisations adaptées, des professionnels formés, des pratiques innovantes et des approches pluridisciplinaires. Aucune transformation ne sera possible sans un engagement politique de premier plan.

CDSP : les patients ont besoin de vous !

Les commissions départementales des soins psychiatriques sont des instances pluridisciplinaires composées de cinq membres, soit trois professionnels de santé (deux psychiatres et un médecin généraliste) et deux représentants d'associations (patients et familles de personnes atteintes de troubles mentaux). Les CDSP jouent un rôle essentiel dans la protection des droits des patients. Elles ont pour mission l'examen des mesures de soins à la demande du directeur d'établissement et à la demande du représentant de l'Etat. Elles veillent à ce que les mesures de soins et la prise en charge des patients soient adaptées à leur état de santé. Le patient peut également écrire et saisir la commission et demander que son dossier soit examiné. En Centre-Val de Loire, deux des

six départements de la région n'ont plus de CDSP, soit l'Indre et l'Eure-et-Loir, en raison du manque de candidats volontaires. Si le fonctionnement de ces structures dépend de l'engagement des professionnels de santé et des associations, [leur existence est une obligation légale...](#)

Pour candidater ou obtenir des informations sur la CDSP : ars-cvl-spsc@ars.sante.fr

EN DIRECT DES TERRITOIRES

Essai clinique d'un vaccin nasal anti-Covid à Tours : la région à la pointe de l'innovation



Une avancée prometteuse sur notre territoire, fruit d'un partenariat entamé voilà plus de trois ans ! Pour la première fois, le CHRU de Tours est promoteur d'un essai clinique première administration chez l'homme. Le CHRU et l'ANRS - Maladies infectieuses émergentes (ANRS-MIE) ont en effet annoncé, vendredi 14 mars, le lancement de l'essai clinique du vaccin nasal Lovaltech contre la Covid-19. L'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) a autorisé l'essai clinique MUCOBOOST qui va démarrer en avril au Centre d'investigation clinique du CHU de Tours puis en juin à Cochin-Pasteur, à Paris. « Cette autorisation témoigne la confiance des institutions de santé dans notre projet et récompense la collaboration scientifique et clinique fructueuse entre l'ANRS-MIE, le CHRU de Tours, l'INRAE, Lovaltech et l'université de Tours, relève la Pre Isabelle Dimier-Poisson, professeure d'immunologie au CHRU de Tours et directrice scientifique de Lovaltech. Le développement de ce vaccin positionne la France comme un acteur de premier ordre sur le plan de l'innovation en

Soins palliatifs : une 5e USP et des places d'hôpital de jour



L'offre de soins palliatifs continue de s'étoffer en Centre-Val de Loire. Une nouvelle unité de soins palliatifs (USP) va officiellement voir le jour d'ici à la fin de l'année au pôle de santé Léonard de Vinci, à Chambray-Lès-Tours, en Indre-et-Loire. Il s'agira de la 5e USP dans la région après celles de Luynes, Orléans, Blois et Bourges. D'autres dossiers d'USP sont toujours en cours d'instruction en Eure-et-Loir, dans l'Indre, et le Loiret, en attente, notamment de recrutements de médecins ou d'infirmiers qualifiés. « Nous avons toujours l'objectif d'avoir une unité de soins palliatifs par département », explique le Dr Hélène Delacroix, médecin référente soins palliatifs à l'ARS Centre-Val de Loire. « Avoir une USP de qualité nécessite un projet de service rigoureux et des compétences médicales et paramédicales en soins palliatifs, relève Christianne Roy, cadre coordinatrice de la cellule d'animation et de coordination régionale de soins palliatifs. Un diplôme universitaire (DU) de soins palliatifs a été mis en place dans chaque département pour aider les

santé et la vaccination de nouvelle génération. » Le vaccin nasal contre le SARS-CoV-2, Lovaltech ouvre la voie à la vaccination nouvelle génération. Développé à l'origine par l'équipe BioMAP au sein de l'unité mixte de recherche « Infectiologie et Santé Publique » (INRAE et Université de Tours), ce vaccin sera administré sous forme de spray nasal, et présente un double avantage : il stimule directement l'immunité des muqueuses respiratoires, première barrière contre les infections, tout en favorisant une réponse immunitaire globale plus robuste. « Cette innovation représente une opportunité stratégique pour repenser la vaccination, améliorer la couverture immunitaire et faire face aux futurs défis sanitaires mondiaux, affirme Patrick Barillot, président et co-fondateur de Lovaltech. Grâce à un écosystème de recherche d'excellence et des partenaires engagés, Lovaltech ambitionne de transformer la vaccination et d'asseoir le leadership français dans les biotechnologies et l'innovation en santé. »

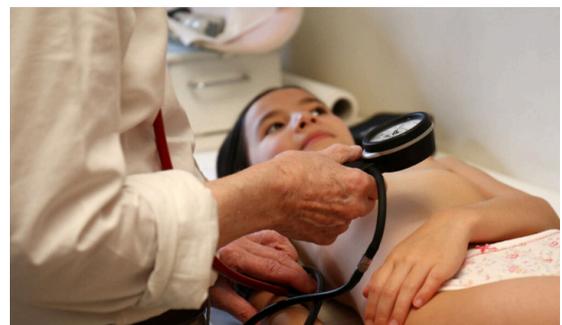
Châteauroux : le robot Dexter a fait sa première opération chirurgicale



Le 10 mars dernier, l'hôpital de Châteauroux a effectué sa première opération robotisée. Le Dr Alexis Vinet, chef du service de chirurgie digestive a supervisé l'outil, créé par la société Distalmotion. Au total, cinq opérations ont été réalisées par le robot : deux cures de hernie inguinale, une cure de hernie inguinale bilatérale et deux cholécystectomies. L'outil n'est, pour l'heure, utilisé que pour les opérations programmées de chirurgies coelioscopiques (viscérales, urologiques et

professionnels à monter en compétence. » L'ARS a par ailleurs lancé, fin 2024, la relabellisation des lits identifiés soins palliatifs en établissements SMR, qui disposeront d'un financement spécifique. Enfin, des lits d'hospitalisation de jour vont voir le jour. Quelques places vont ouvrir dans un premier temps à Blois, Bourges, Montargis, Chartres et Dreux. La liste des villes et le nombre de places devraient progressivement augmenter. « Ces lits d'hôpital de jour devront s'appuyer sur une USP ou une équipe d'appui territoriale de soins palliatifs, précise Christianne Roy. Ils permettront d'apporter un accompagnement médical, paramédical, social et psychologique aux personnes en soins palliatifs qui ne souhaitent pas s'éloigner trop de chez eux. »

174 enfants pris en charge pour des douleurs chroniques à Tours



Depuis décembre 2023, l'unité de douleurs pédiatriques de Tours prend en charge les enfants atteints de douleurs chroniques. « On fonctionne sur des consultations de 1 heure à 1 heure 30, en binôme avec un médecin et un psychologue. On rediscute ensuite en équipe du projet de soin de l'enfant. On l'adresse éventuellement à l'infirmière ressource douleurs pour les techniques non-médicamenteuses », explique Florence Uettwillier, praticien hospitalier. Au total, six professionnels y travaillent et 174 enfants ont bénéficié d'une première consultation. L'unité a également une fonction d'information et de sensibilisation auprès des autres professionnels de santé et des familles des patients. Elle participe aussi à des projets

gynécologiques). Pour s'en servir, les professionnels de santé doivent obligatoirement se former.

Avec l'aide financière de l'ARS dans le cadre d'un appel à projets pour réduire les inégalités de santé, l'établissement a déboursé 780 000 euros pour obtenir l'innovation qui permet plusieurs avantages. Pour les patients, le robot Dexter va réduire le temps de rémission post-opératoire et garantir une qualité de soin. Concernant les professionnels, il va augmenter l'attractivité médicale de l'hôpital en termes de recrutement et de qualité de vie au travail. L'outil sera également utilisé lors d'études cliniques pour la recherche.

Dexter est déjà utilisé à l'hôpital de Saintes, en Charente-Maritime ainsi qu'en Allemagne, en Suisse et aux États-Unis.

de recherche.

La structure de Tours est la seule de ce type dans la Région. Le 29 avril aura lieu la première Journée des correspondants douleurs pédiatriques à Clocheville.

L'objectif est d'inclure les correspondants douleurs de toute la région, notamment des lieux « [où] il y a probablement plus de difficultés à parler de douleur pédiatriques ». Les inscriptions sont encore ouvertes sur ce [lien](#).

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

31,6 %

C'est la part de la population cible qui a participé au dépistage organisé du cancer colorectal dans la région Centre-Val de Loire entre 2022 et 2023. A noter que les opérations de prévention se poursuivent dans le cadre de Mars Bleu. Mardi 18 mars, le Colon tour a fait halte au CH de Bourges, comme le relate ce reportage de [BipTV](#). « L'opération a été une très grande réussite, analyse Aurélie Chanquoy, chargée de prévention en santé publique au Centre de coordination Centre-Val de Loire. De nombreux patients ont visité le colon géant, accompagnés par des professionnels de santé. 55 kits de dépistage de cancer colorectal ont été distribués à cette occasion ! »



LA MÉTÉO SANITAIRE



Levée du port du masque

Alors que les infections respiratoires aiguës sont en diminution dans la région Centre-Val de Loire, les autorités sanitaires lèvent le port systématique du masque pour les patients et les professionnels de santé. Il est en revanche toujours recommandé dans les services d'urgence, notamment en raison de la recrudescence des cas de rougeole.

IIM : Le ministère de la Santé saisit la HAS

Du 1er janvier au 7 mars dernier, 95 cas d'infection à méningocoques ont été recensés en France. Le ministère chargé de la Santé a saisi la Haute Autorité de santé (HAS) pour examiner l'opportunité d'un rattrapage vaccinal contre les méningocoques B et ACWY chez les enfants nés avant le 1er janvier 2025.

Pour en savoir plus : [l'avis de la HAS](#)

Consultez le [bulletin régional](#) de situation épidémiologique produit par la Cellule régionale de Santé publique France en région Centre-Val de Loire.

Pour rappel, tout événement susceptible d'avoir un impact sur la santé de la population ou sur le fonctionnement de l'offre de soins doit faire l'objet d'un signalement à l'Agence régionale de santé. Le point focal régional, destiné aux professionnels, est joignable 24h/24 7j/7 au 02 38 77 32 10 et par mail à ars45-alerte@ars.sante.fr

EN BREF

Un millier de mères vulnérables épaulées par les staffs médico psycho-sociaux en 2024



Les 18 maternités de Centre-Val de Loire disposent dorénavant toutes d'un staff médico psycho-social (MPS), réunion de concertation pluri-professionnelle visant à améliorer la prise en charge des situations complexes des femmes enceintes. « Dans la foulée du plan des 1000 premiers jours de l'enfant, en 2023, les staffs médico psycho-sociaux ont été identifiés comme des outils très utiles pour accompagner les femmes en situation de vulnérabilité », explique Lisa Rouet, psychologue et coordinatrice de la commission MPS du réseau périnatal Centre-Val de Loire. Organisés selon les besoins des établissements, une fois par semaine ou

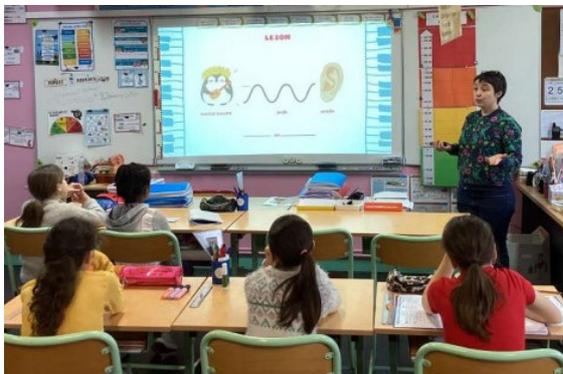
Former les patients sur l'hémodialyse à domicile



Depuis septembre 2024, les patients peuvent à nouveau se former pour effectuer eux-mêmes leur hémodialyse à domicile. « On a repris la formation pour soulager le CHU d'Orléans », confie la directrice d'établissement de l'Association pour le traitement des insuffisants rénaux de la région orléanaise (Atirro). Cette modalité de dialyse nécessite l'avis d'un néphrologue, qui oriente le patient selon plusieurs points (autonomie, présence d'un aidant, logement, comorbidité...). Cette solution peut être bénéfique pour les patients. « Pour certains, ça leur a permis de conserver leur métier et d'être acteurs de leur parcours de soins avec acquisition d'une autonomie », poursuit-elle.

une fois tous les 15 jours, ces staffs réunissent un représentant médical (pédiatre, obstétricien, sage-femme), un psychologue, un assistant social, des sages-femmes libérales et la PMI. Ils étudient les cas pour lesquels un accompagnement s'impose pour éviter les ruptures de soins. « La vulnérabilité est une accumulation de critères qui peuvent recouvrir une pathologie psychiatrique, des difficultés sociales, un logement insalubre, un handicap, une addiction ou un contexte de violence, poursuit Lisa Rouet. Notre objectif est d'assurer un suivi médical de grossesse sans rupture et d'assurer ensuite un relai périnatal avec la PMI, l'assistante sociale ou la sage-femme de coordination de sortie ». L'an dernier, près d'un millier de situations ont bénéficié d'un accompagnement des staffs MPS sur les 26 000 naissances enregistrées dans la région.

Des actions pour préserver l'audition



Après une première campagne conclusive, l'an dernier dans l'Indre, qui avait permis de sensibiliser 343 élèves de 16 classes, l'ARS a reconduit une convention avec la FRACAMA sur la prévention des risques auditifs liés aux musiques amplifiées auprès d'élèves d'école primaire de la région. « Nous allons réaliser dans les deux prochaines années une trentaine d'interventions dans des classes de CM1-CM2 dans les six départements de la région », détaille Yann Ryk, chargé de mission à la Fédération et Pôle Musique Actuelles (FRACAMA). L'objectif de l'initiative est d'informer les enfants sur les

Une séance de repli est organisée chaque mois. À la moindre complication, le patient est redirigé vers un des centres de l'association, même s'il a commencé son protocole d'hémodialyse chez lui. Au total, six patients ont été formés depuis septembre dernier par l'association. La procédure de formation est d'environ trois mois. Côté soignants, trois infirmières et un néphrologue sont entièrement dédiés à cette formation.

Ingré : le centre municipal de santé refait à neuf



Après cinq mois de travaux, le centre municipal de santé d'Ingré a été officiellement inauguré le 13 mars. « L'objectif de ces travaux était de créer un ascenseur, pour rendre l'étage totalement accessible, car l'accès se faisait seulement par escalier », explique Julie Morlet, coordinatrice du centre. À l'étage, trois pièces ont été cloisonnées pour accueillir de nouveaux cabinets. « On a mis des points d'eau dans chacun et on a renforcé toute la partie acoustique », poursuit-elle. L'extérieur a également été réadapté avec une rampe pour les personnes à mobilité réduite. L'établissement est passé de sept à quatorze cabinets, permettant ainsi d'accueillir de nouveaux professionnels. Deux médecins généralistes ont rejoint le centre pendant la période de travaux et un troisième arrivera à partir du 1er août. Le centre accueille actuellement huit médecins généralistes, un psychiatre, une sage-femme, une infirmière Asalée, deux assistantes médicales et deux secrétaires. « Deux cabinets sont encore disponibles, on

risques auditifs liés à l'écoute des musiques amplifiées et aux sons de la vie quotidienne. « Nous identifions les mauvaises habitudes et aidons les élèves à se responsabiliser. » Les adultes sont aussi attentifs à leur ouïe. A Blois, le 13 mars, à l'occasion de la nationale de l'audition, 80 personnes se sont réunies au Jeu de Paume pour échanger sur l'importance des protections individuelles contre le bruit et la prise en charge des acouphènes. « Beaucoup de participants, victimes d'acouphènes, ont découvert l'existence des trois Association Francophone des Équipes Pluridisciplinaires en Acouphénologie (AFREPA), équipes pluridisciplinaires qui peuvent les prendre en charge dans la région à Orléans, Tours et Vineuil », commente Kristof Colliot, chef de service du Centre d'action et d'information sur la surdité (CAIS) à Blois.

recherche des professionnels libéraux et salariés », annonce la coordinatrice.

EN PRATIQUE

Psychiatrie : les conseils de l'ANAP pour réduire la contention

L'Anap a mis en ligne [un guide](#) pratique qui propose aux équipes de direction et équipes médico-soignantes d'établissements ayant une activité de psychiatrie, quatre leviers pour favoriser l'évolution des pratiques professionnelles, la prise en compte des besoins des personnes concernées et ainsi contribuer à réduire les mesures d'isolement et/ou de contention au niveau des unités de soins. Parmi les leviers, l'ANAP suggère de développer des alternatives à l'isolement et à la contention, de renforcer la formation des équipes sur les pratiques de prévention, d'impliquer les patients et leurs familles dans le processus de soins et d'assurer un suivi et une évaluation systématique des pratiques pour améliorer la prise en charge.

APPELS À PROJETS

Prévention de la dénutrition des personnes âgées en EHPAD

Hôpitaux de proximité : appel à manifestation d'intérêt pour soutenir et valoriser les projets innovants dans le soin de proximité

Création de 7 places de maison d'accueil spécialisée (MAS) pour adultes avec troubles du spectre de l'autisme (TSA) dans le département du Cher

Egalité femmes-hommes : appel à projets de la Préfecture Centre-Val de Loire pour soutenir les initiatives s'inscrivant dans les orientations prioritaires de la politique nationale en faveur de

AU PROGRAMME

4e édition de la Santé sexuelle et orthogénie

Le **25 mars**, de 8h30 à 17h, le réseau Périnat Centre-Val de Loire organise la quatrième journée sur la Santé sexuelle et l'orthogénie (SSO) à la salle du Carroir à La Chaussée-Saint-Victor. Cette année, l'événement aborde cette thématique sous le prisme des personnes avec des besoins spécifiques comme les mineures, les personnes en situation de handicap, les personnes obèses et celles en situation de vulnérabilité sociale et psychique. La journée est ouverte à l'ensemble des professionnels du réseau Périnat de la région au tarif de 10 euros par personne. Inscription sur ce lien : Journée sso 2025 - Accompagner la Naissance en Région Centre - ANRC

Congrès sur le vieillissement

Les **26 et 27 mars**, les journées du vieillissement et du maintien de l'autonomie (JVMA) reviennent pour leur 6e édition au Palais des congrès de Tours. Les thématiques abordées concernent le vieillir heureux, le futur du secteur médico-social, l'impact de la télémédecine sur les soins aux personnes âgées, et les initiatives culturelles en EHPAD. Objectif : « partager, découvrir et innover ensemble au service de nos aînés ». Le tarif est de 270 euros pour les médecins et industriels, 126 euros pour les professionnels paramédicaux et administratifs et 72 euros pour les étudiants. Inscription sur ce lien : [Inscription - JVMA](#)

101 actions sur l'éducation thérapeutique

Le **27 mars**, de 13h à 14h, la Coordination départementale de l'éducation thérapeutique du patient (ETP) organise une présentation de 101 actions éducatives recensées en Loir-et-Cher. Pour accéder au webinaire, [cliquez ici lien connexion Teams](#). Pas d'inscription nécessaire. Un replay sera disponible.

Réduire l'isolement et la contention

Le **29 avril**, de 13h à 14h, l'Agence nationale de la performance sanitaire et médico-social (Anap) lance une web conférence avec pour thématique « réduire l'isolement et la contention ». Des initiatives concrètes et inspirantes seront proposées et trois questions seront abordées : quelles organisations et alternatives concrètes ? Comment impliquer tous les acteurs ? Quels enseignements des expériences internationales ? Inscription sur [ce lien](#)

Soirée sur les maisons de santé pluriprofessionnelle

Le **24 avril**, de 19h20 à 22h, la Fédération des maisons et pôles de santé (FMPS) de Centre-Val de Loire organise une soirée à la Ziap Déols, Bâtiment 670 sur la place Marcel Dassault. L'événement est destiné aux maisons de santé pluriprofessionnelle (MSP), établissements de soins primaires (ESP) et aux professionnels de santé qui se questionnent sur le travail en exercice coordonné. Plusieurs échanges pratiques

Ateliers et plénières sur l'algologie

Le **27 mars**, de 9h à 17h, l'association Cémadouleur18 organise une journée scientifique sur l'algologie pour les professionnels de santé, au palais des congrès de Vierzon. Au programme des ateliers formatifs et plénières sur la douleur en oncologie et soins palliatifs, en lien avec l'addiction, sur la transculturalité et sur le syndrome douloureux régional complexe. Inscription sur [ce lien](#).

auront lieu autour d'actions mises en place par des MSP...

La soirée est gratuite. Inscription [sur ce lien](#)

Faites connaître vos événements dans l'agenda de la Lettre Pro en écrivant à ARS-CVL-COMMUNICATION@ars.sante.fr

LE COIN RH

NOMINATION



Olivier Descamps directeur de la clinique Ronsard, à Chambray-lès-Tours (37)

Olivier Descamps est depuis début janvier directeur de la clinique psychiatrique Ronsard de Chambray-Lès-Tours (Indre-et-Loire). Agé de 48 ans, Olivier Descamps a déjà eu plusieurs vies professionnelles. Il a successivement été infirmier, infirmier-anesthésiste, cadre de santé IADE, cadre infirmier, directeur de soins infirmier, directeur adjoint, avant de prendre la direction de la clinique Ronsard, établissement du groupe Ramsay (70 salariés), qui compte une centaine de places d'hospitalisation complète en psychiatrie générale (75) et en gérontopsychiatrie (27) et une trentaine en hôpital de jour. La clinique accueille des patients atteints de troubles de l'humeur, troubles bipolaires, dépression, schizophrénie, addictions... « Ce qui m'anime,

c'est d'agir pour améliorer le parcours des patients tout en apportant une qualité de vie aux soignants », confie Olivier Descamps. Le directeur souhaite faire connaître l'établissement et ses activités au grand public, aux services publics et aux cabinets libéraux. Il accorde aussi beaucoup d'importance aux actions d'information et de sensibilisation en santé mentale, Grande Cause nationale en 2025. Le 31 mars, la clinique Ronsard accueillera d'ailleurs une réunion d'information sur les troubles bipolaires.

LA SANTÉ RECRUTE



Médecin qualité des soins / Gestion des risques associés aux soins

Infirmier(e) en pratique avancée à Vierzon

Médecins généralistes à la MSP de Chailles

Médecin diabétologie, endocrinologie nutrition et médecine interne, CH de Blois

Médecin généraliste à Saint-Claude-de-Diray (41)

Médecin en MSP à Sancergues (18)

Médecin Conseil à Orléans

Médecin généraliste au CRAtb à Tours

Chargé de veille et de sécurité sanitaire H/F à Orléans

Médecin généraliste en MSP à St-Amand-Montrond

S'abonner à la Lettre
Pro ARS Centre-Val
de Loire

Consulter les Lettres
Pro précédentes

Proposer un sujet,
un événement, une
offre d'emploi...



La Lettre Pro - 64 du 21 mars 2025

Directrice de la publication : Clara de Bort

Réalisation / rédaction : Communication ARS Centre-Val de Loire

Crédit photos : ARS Centre-Val de Loire

Si vous ne souhaitez plus recevoir nos communications, [suivez ce lien](#)